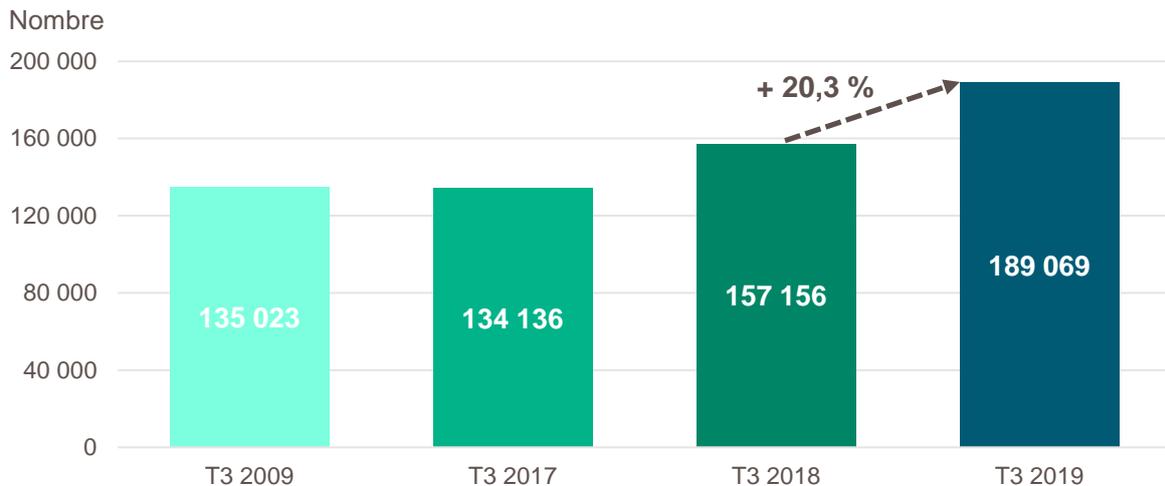


- Au cours du troisième trimestre 2019 (T3 2019), **189 069** entreprises ont été créées en France, soit **+ 20 %** par rapport à la même période de 2018.
- Ceci porte les créations depuis janvier 2019 à **600 939**, en hausse de **+ 17,5 %** par rapport aux neuf premiers mois de 2018. Le dynamisme entrepreneurial amorcé à l'été 2017 est toujours vigoureux.

### Créations d'entreprises en France, T3 2009 et 2017-2019

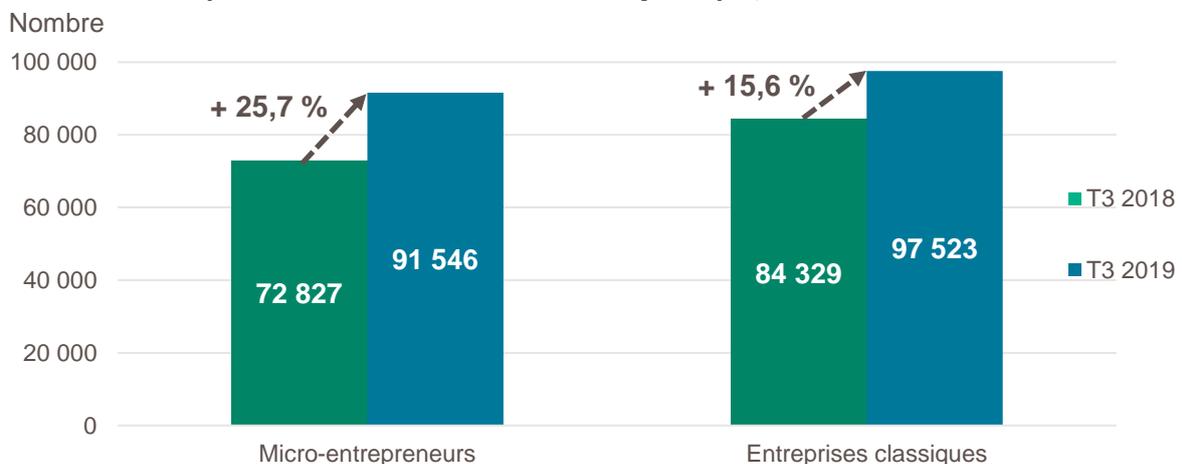


Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).  
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

### ● Statut juridique

- Ces 189 069 créations se composent de **91 546** immatriculations de micro-entrepreneur et de **97 523** entreprises classiques, les premières progressant de **+ 26 %** et les secondes de **+ 16 %** par rapport au T3 2018. Le recul des créations entre T2 et T3 2019 est lié au repli des entreprises classiques, le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs étant stable.

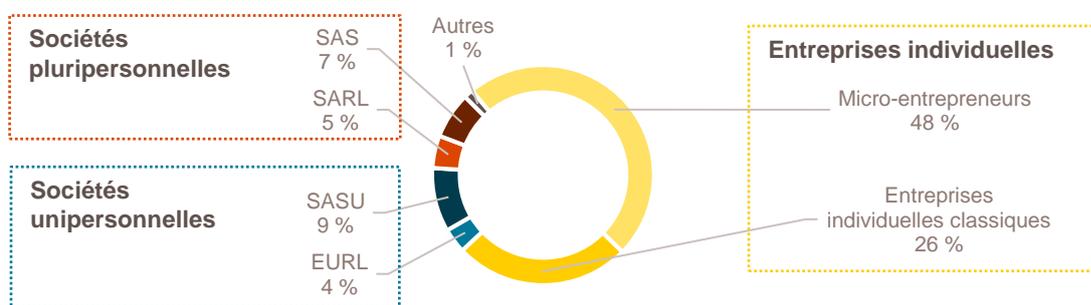
### Créations d'entreprises en France selon leur statut juridique, T3 2018 et 2019



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).  
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- La moitié des immatriculations du troisième trimestre 2019 relève du régime du micro-entrepreneur et les entreprises individuelles classiques représentent 26 % des créations totales. Ainsi, 3 entreprises créées sur 4 au T3 2019 sont des entreprises individuelles. Du côté des sociétés, les SASU et les SAS demeurent les formes juridiques privilégiées. Elles correspondent respectivement à 9 % et 7 % des créations totales de ce T3.

### Répartition des créations d'entreprises selon leur nature juridique, T3 2019



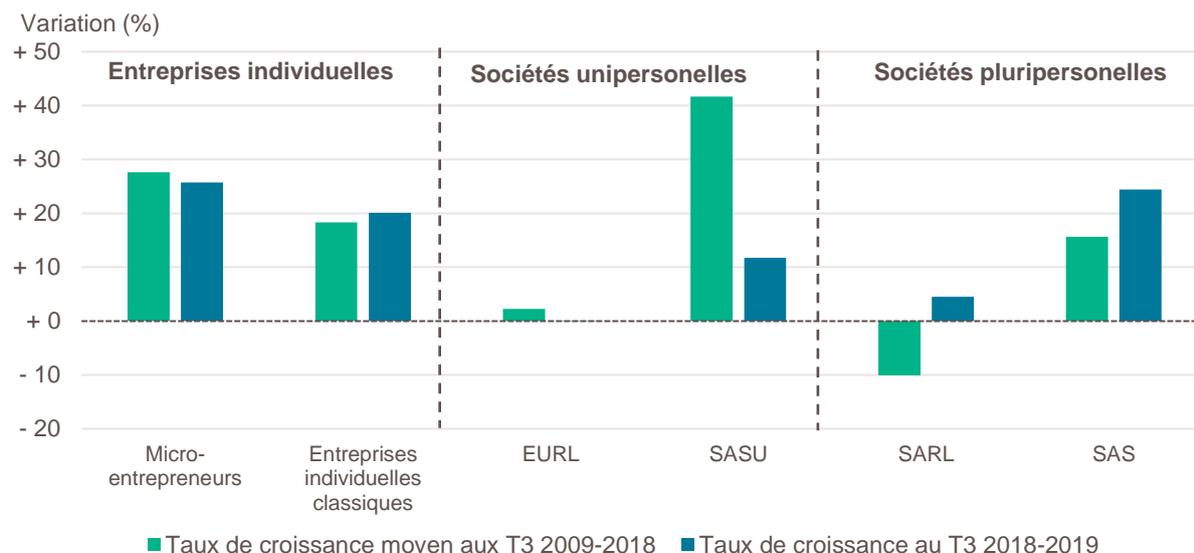
Notes de lecture : la catégorie « Autres » regroupe aussi bien des sociétés (dont les sociétés anonymes) que d'autres formes juridiques comme les associations, les fondations, les collectivités territoriales, les organismes professionnels ou les syndicats de propriétaires. En raison des arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- Les créations **d'entreprises individuelles classiques** du T3 2019 ont connu une hausse de **+ 20 %** par rapport au T3 2018, plus prononcée que la progression moyenne de longue période constatée aux T3 entre 2009 et 2018 (**+ 18 %**)<sup>1</sup>.
- De même, les créations de **SARL** et de **SAS pluripersonnelles** sont en accélération au T3 2019 et par rapport à leur tendance longue : respectivement + 4 % et + 24 %, - 10 % et + 16 %. En effet, depuis la loi de modernisation de l'économie (LME) du 4 août 2008, le ralentissement des créations de SARL est allé de pair avec l'accélération des SAS et des SASU. Après neuf années de baisse ininterrompue, les créations de SARL se sont stabilisées en 2018 et reprennent sur les neuf premiers mois de 2019. À l'inverse, les SAS et les SASU qui avaient connu une forte croissance entre 2008 et 2017 (avec un second coup de pouce dû notamment à la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises) ont toutes les deux connu un tassement en 2018, puis une reprise en 2019, en accéléré pour les SAS et plus modérément pour les SASU.

### Évolution des créations d'entreprises par nature juridique, T3 2018-2019 vs T3 2009-2018



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

<sup>1</sup> L'évolution entre le T3 2018 et le T3 2019 est comparée à l'évolution moyenne aux T3 des neuf dernières années, afin de situer les évolutions de court terme dans leur tendance de long terme, et ainsi de discerner d'éventuels retournements de tendance.

## ● Tendances sectorielles

### Créations d'entreprises en France selon leur secteur d'activité, T3 2018 et 2019

Secteur d'activité	T3 2018	T3 2019	Dont micro-entrepreneurs %	Évolution %
<b>Activités secondaires</b>	<b>20 161</b>	<b>27 053</b>	<b>24,4</b>	<b>+ 34,2</b>
Industrie	5 874	8 737	29,9	+ 48,7
Construction	14 287	18 316	21,7	+ 28,2
<b>Activités de type commerce</b>	<b>42 908</b>	<b>51 847</b>	<b>38,3</b>	<b>+ 20,8</b>
Commerce de détail	13 591	15 230	44,5	+ 12,1
Commerce de gros	2 310	2 458	14,1	+ 6,4
Commerce de bouche <sup>a</sup>	534	612	13,7	+ 14,6
Immobilier	5 859	7 198	17,7	+ 22,9
Hébergement	883	1 094	29,5	+ 23,9
Restauration	6 490	7 501	26,8	+ 15,6
Commerce et réparation automobiles	3 817	4 730	29,5	+ 23,9
Services en direction des personnes <sup>b</sup>	9 424	13 024	58,9	+ 38,2
Soins, coiffure, entretien corporel	3 660	4 676	31,0	+ 27,8
<b>Activités de type services</b>	<b>94 087</b>	<b>110 169</b>	<b>59,1</b>	<b>+ 17,1</b>
Courtage	3 407	3 760	19,9	+ 10,4
Transports et entreposage	15 956	17 059	64,6	+ 6,9
Transport de voyageurs par taxis (y.c. VTC)	3 203	3 040	21,4	- 5,1
Autres activités de poste et de courrier <sup>c</sup>	11 152	12 102	80,5	+ 8,5
Activités scientifiques et techniques	27 035	32 223	68,3	+ 19,2
Activités juridiques et comptables	1 208	1 084	8,2	- 10,3
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	15 188	18 121	72,9	+ 19,3
Activités d'architecture et d'ingénierie	2 884	3 277	58,8	+ 13,6
Recherche-développement scientifique	398	413	79,2	+ 3,8
Activités de soutien aux entreprises	9 515	12 983	38,7	+ 36,4
Services relatifs aux bâtim. et amén. paysager	4 113	6 397	30,9	+ 55,5
Activités admin. et soutien aux entreprises	3 617	4 494	50,6	+ 24,2
Information et communication	8 133	9 494	64,5	+ 16,7
Édition	1 110	1 458	81,8	+ 31,4
Production audiovisuelle	1 263	1 468	59,5	+ 16,2
Programmation, conseil et activités informatiques	5 036	5 935	63,3	+ 17,9
Enseignement	9 269	10 658	88,4	+ 15,0
Enseignement sportif et d'activités de loisirs	2 524	2 646	90,0	+ 4,8
Arts, spectacles et activités récréatives	5 790	6 584	81,1	+ 13,7
Activités créatives, artistiques et de spectacle	1 468	1 513	73,9	+ 3,1
Activités sportives, récréatives et de loisirs	4 284	5 032	83,5	+ 17,5
Santé humaine et action sociale	11 180	12 799	36,6	+ 14,5
Infirmiers et des sages-femmes	2 143	2 113	0,6	- 1,4
Rééducation, appareillage, pédicures-podologues	3 114	4 026	20,8	+ 29,3
Activités financières et d'assurance	3 802	4 609	15,3	+ 21,2
Activités des sociétés holding	1 322	1 535	0,0	+ 16,1
<b>France entière</b>	<b>157 156</b>	<b>189 069</b>	<b>48,4</b>	<b>+ 20,3</b>

**a.** Ce secteur, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

**b.** Ce secteur est intitulé « en direction des personnes », car il regroupe non seulement les services à la personne tels que définis par la loi Borloo du 26 juillet 2005, mais aussi d'autres activités liées aux personnes telles que les salons de coiffure, les esthéticiennes, etc.

**c.** Ce secteur (53.20Z) de la NAF rév.2 comprend la levée, le tri, l'acheminement et la distribution de lettres, de colis et de petits paquets, les services de livraison à domicile et le transport de repas.

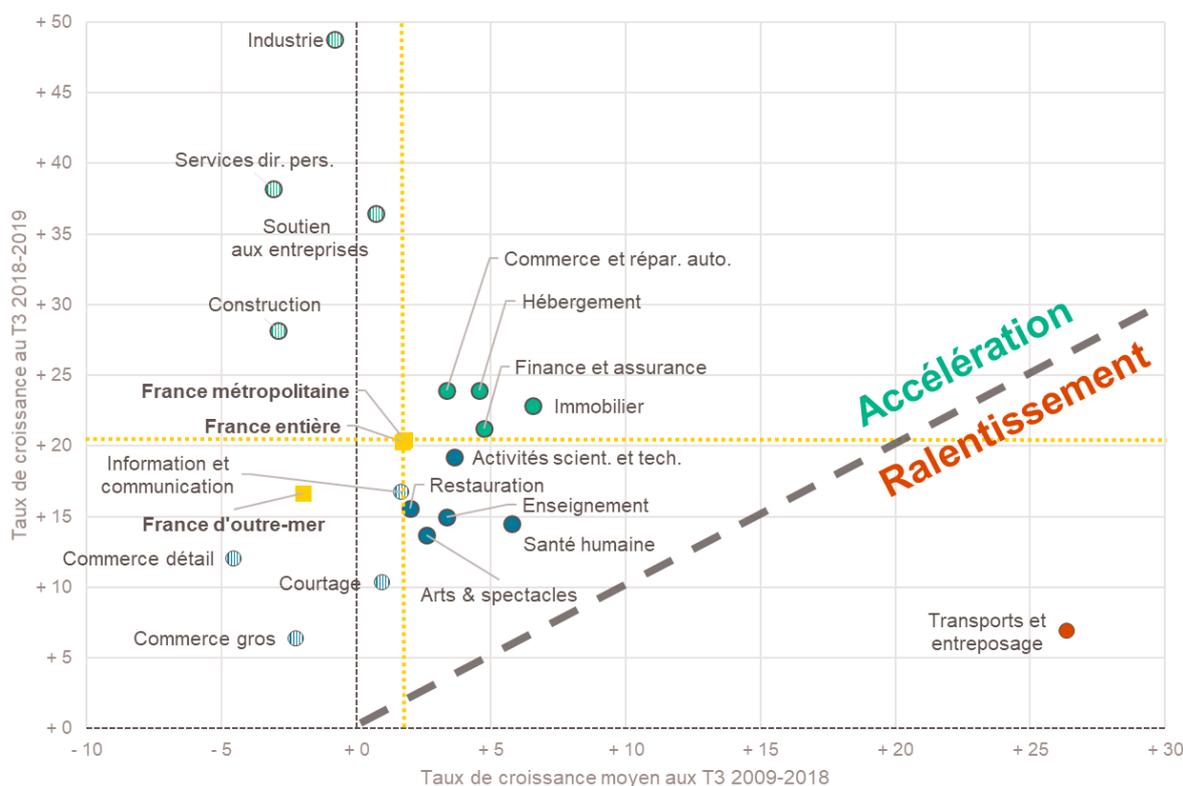
Note de lecture : le total « France entière » peut ne pas coïncider avec la somme des lignes par secteurs regroupés, car cette information n'est pas toujours disponible.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- **Tous les secteurs (regroupés) sont concernés** par la progression du nombre de créations d'entreprises au T3 2019. L'**industrie**, les **services en direction des personnes** et les **activités de soutien aux entreprises** enregistrent les taux de croissance les plus élevés (respectivement + 49 %, + 38 % et + 36 % par rapport au T3 2018).
- Les **activités spécialisées scientifiques et techniques** concentrent toujours le plus grand nombre de nouvelles entreprises sur le trimestre (32 223), loin devant la **construction** (18 316) et le secteur **transports et entreposage** (17 059), ce dernier perdant sa position de second secteur le plus prisé par les porteurs de projet qu'il avait depuis 2018. Ces trois secteurs constituent, à eux seuls, plus du tiers des créations d'entreprises au T3 2019.
- Dans **l'enseignement**, 88 % des nouvelles entreprises sont immatriculées sous le régime du micro-entrepreneur au T3 2019. Ce taux descend à 14 % dans le **commerce de bouche** et le **commerce de gros**.
- **Tous les secteurs, à l'exception des transports et entreposage, sont en accélération** au T3 2019 par rapport à leur tendance de long terme aux T3 de la période 2009-2018.

### Évolution des créations d'entreprises par secteur, T3 2018-2019 vs T3 2009-2018



Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises entre le T3 2018 et 2019 (en ordonnée) avec son évolution moyenne aux T3 de la période 2009-2018 (en abscisse). La ligne en tiret gris représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les secteurs en ralentissement (en accélération) au T3 2019 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes jaunes permettent de situer les secteurs par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- Les plus fortes accélérations du nombre de créations d'entreprises par rapport à la tendance de long terme concernent l'**industrie**, les **services en direction des personnes**, la **construction**, et les **activités de soutien aux entreprises**. Elles sont par ailleurs très au-dessus de la croissance moyenne de court terme de la France, mais en deçà sur longue période.
- L'**immobilier**, la **finance et assurance**, l'**hébergement** et le **commerce et réparation d'automobiles et de motocycles** ont été le moteur de la croissance du nombre d'entreprises créées au T3 2019 comme aux T3 sur la période 2009-2018.

- Le **commerce de détail**, le **commerce de gros**, le **courtage** et **l'information et la communication** ont une croissance du nombre de créations d'entreprises à court et long termes qui reste, au T3, inférieure à la moyenne française.
- À l'inverse, les secteurs des **arts, spectacles et activités récréatives**, de **l'enseignement**, de la **restauration** et des **activités scientifiques et techniques**, qui ont tiré la dynamique entrepreneuriale au T3 sur longue période, sont, certes en accélération en 2019, mais moins que la moyenne française.
- Les créations d'entreprises dans le secteur **transports et entreposage** ont augmenté de + 7 % au T3 2019 par rapport au T3 2018, alors qu'elles progressaient à un taux moyen de + 26 % aux T3 des neuf dernières années. Ce ralentissement est en partie lié à la **baisse des créations de ce secteur dans cinq régions métropolitaines** (voir *infra*).

## ● Attractivité régionale

- **Toutes les régions sont concernées** par la croissance du nombre de créations d'entreprises au T3 2019, malgré une **forte disparité** : + 62 % à Mayotte et + 41 % en Martinique, mais + 10 % en Guadeloupe et + 8 % pour la Réunion ; + 32 % dans les Hauts-de-France contre + 15 % en Île-de-France et + 17 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Hors région **Île-de-France**, par nature fortement contributrice à la dynamique entrepreneuriale (à l'origine de plus du **quart des créations**), les régions **Auvergne-Rhône-Alpes**, **Occitanie**, **Hauts-de-France**, **Nouvelle-Aquitaine** et **Provence-Alpes-Côte d'Azur** sont également moteur de cette évolution, avec une contribution de 10 points de pourcentage à la croissance nationale. Ainsi, **la moitié des 20 % de croissance** du nombre de créations d'entreprises en France au T3 2019 est attribuable à ces cinq régions. La région **Grand Est** n'est pas en reste avec une contribution proche.

### Créations d'entreprises en France selon la région d'implantation, T3 2018 et 2019

Régions	T3 2018	T3 2019	Dont micro-entrepreneurs %	Évolution %	Contributions	
					Points de pourcentage	Part %
Auvergne-Rhône-Alpes	19 168	23 440	48,0	+ 22,3	2,7	13,4
Bourgogne-Franche-Comté	4 436	5 464	49,0	+ 23,2	0,7	3,2
Bretagne	5 461	6 527	42,6	+ 19,5	0,7	3,3
Centre-Val de Loire	4 088	5 059	44,1	+ 23,8	0,6	3,0
Corse	864	1 094	32,7	+ 26,6	0,1	0,7
Grand Est	8 759	10 956	41,2	+ 25,1	1,4	6,9
Hauts-de-France	8 943	11 829	47,8	+ 32,3	1,8	9,0
Île-de-France	46 687	53 714	56,1	+ 15,1	4,5	22,0
Normandie	5 269	6 421	44,9	+ 21,9	0,7	3,6
Nouvelle-Aquitaine	13 508	16 292	44,0	+ 20,6	1,8	8,7
Occitanie	14 245	17 764	46,1	+ 24,7	2,2	11,0
Pays de la Loire	6 225	7 692	43,8	+ 23,6	0,9	4,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15 449	18 089	50,6	+ 17,1	1,7	8,3
<b>France métropolitaine</b>	<b>153 102</b>	<b>184 341</b>	<b>49,0</b>	<b>+ 20,4</b>	<b>19,9</b>	<b>97,9</b>
Guadeloupe	1 113	1 239	23,5	+ 11,3	0,1	0,4
Martinique	658	925	31,1	+ 40,6	0,2	0,8
Guyane	435	477	23,9	+ 9,7	0,0	0,1
La Réunion	1 666	1 792	29,3	+ 7,6	0,1	0,4
Mayotte	182	295	0,0	+ 62,1	0,1	0,4
<b>France d'outre-mer</b>	<b>4 054</b>	<b>4 728</b>	<b>25,8</b>	<b>+ 16,6</b>	<b>0,4</b>	<b>2,1</b>
<b>France entière</b>	<b>157 156</b>	<b>189 069</b>	<b>48,4</b>	<b>+ 20,3</b>	<b>20,3</b>	<b>100,0</b>

Lecture : en Auvergne-Rhône-Alpes, 23 440 entreprises ont été créées au T3 2019 (dont 48 % de micro-entrepreneurs), en évolution de + 22,3 % par rapport au T3 2018. La contribution de la région à la croissance nationale est de 2,7 points de pourcentage (sur 20,3), soit 13 % de celle-ci.

Note de lecture : les données par département sont indiquées en *annexe 1* (p. 9).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

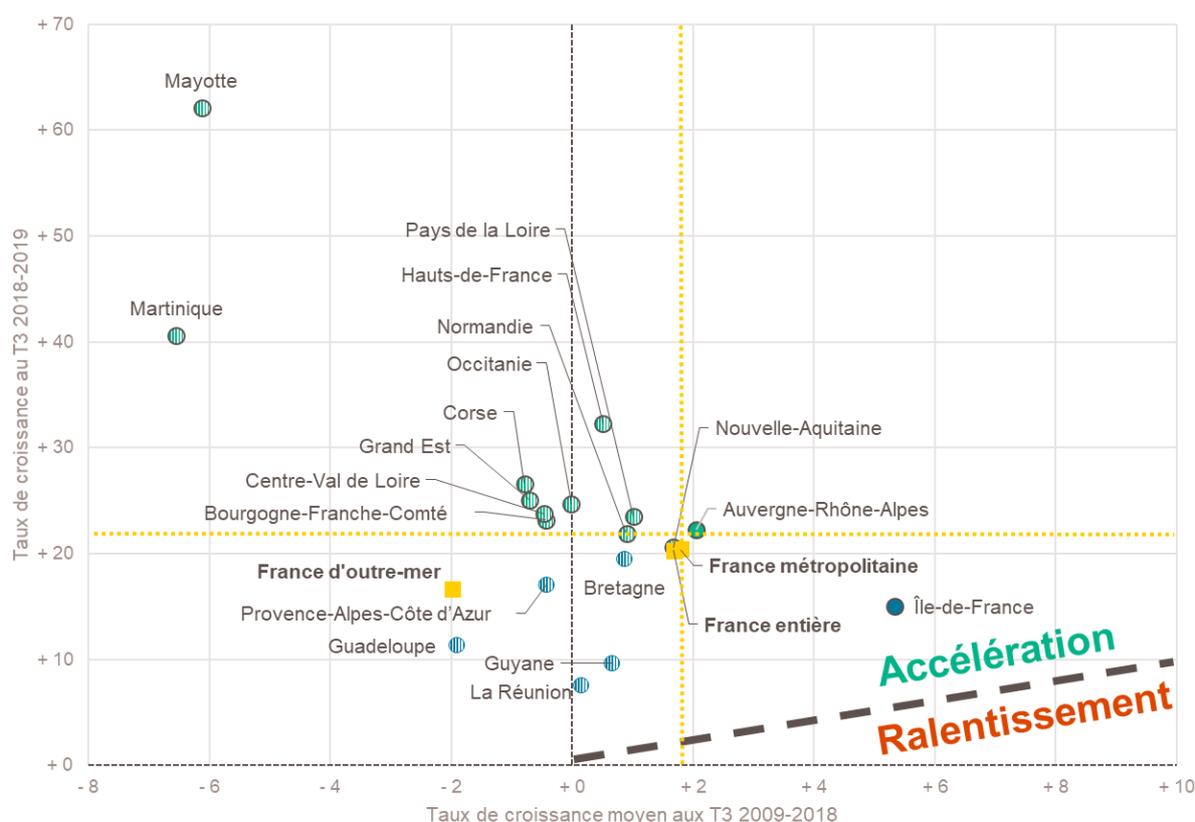
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- Contrairement à Auvergne-Rhône-Alpes, les régions **Île-de-France** et **Provence-Alpes-Côte d'Azur** connaissent des évolutions de la création d'entreprise (respectivement + 15 % et + 17 %) inférieure au niveau national. Mais elles contribuent de façon forte à la dynamique entrepreneuriale française,

du fait du nombre élevé de créations sur leurs territoires (respectivement 1<sup>ère</sup> et 3<sup>e</sup> région avec 53 700 et 18 000 nouvelles immatriculations).

- C'est également en **Île-de-France** qu'il existe une **forte concentration de micro-entrepreneurs** : avec 56 % des créations de la région immatriculées sous ce régime, la région francilienne regroupe alors 33 % des nouveaux micro-entrepreneurs en France au T3 2019, un chiffre légèrement en baisse par rapport aux 36 % du T2 2019. **En Outre-mer, la part des micro-entrepreneurs est plus faible** qu'en France métropolitaine (taux maximal de 31 % en Martinique).
- Les créations d'entreprises sont en **accélération dans toutes les régions au T3 2019** par rapport à leur tendance de long terme sur le même trimestre (croissance moyenne des T3 sur 2009-2018). **Auvergne-Rhône-Alpes** est la seule région où la création accélère plus vite que la moyenne française, aujourd'hui comme sur les neuf dernières années. Elle est suivie de près par **Nouvelle-Aquitaine** dont la dynamique de création d'entreprise est similaire à celle de la France dans son ensemble.

### Évolution des créations d'entreprises en France par région, T3 2018-2019 vs T3 2009-2018



Note de lecture : le graphique compare l'évolution des créations d'entreprises entre le T3 2018 et le T3 2019 (en ordonnée) avec leur évolution moyenne aux T3 de la période 2009-2018 (en abscisse). La ligne en tiret gris représente la zone où l'évolution en région se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les régions en ralentissement (accélération) au T3 2019 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes jaunes permettent de situer les régions par rapport à la moyenne nationale toutes régions confondues, au T3 2019 (ligne horizontale) et en longue période (ligne verticale).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

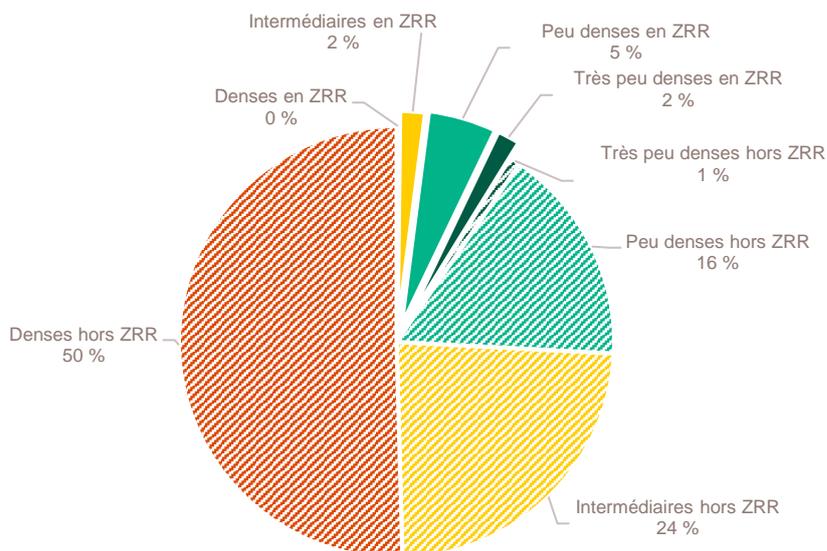
- **Mayotte** et la **Martinique** se distinguent particulièrement par leur dynamisme à court terme (+ 62 % et + 41 % respectivement au T3 2019), alors que sur les neuf dernières années, l'évolution du nombre de créations d'entreprise était en repli (- 6 % en moyenne aux T3).
- **Neuf régions métropolitaines** ont également un taux de croissance du nombre de nouvelles entreprises au T3 2019 supérieur à la moyenne nationale malgré une évolution sur longue période moins favorable. Mais leur croissance à court et long termes est plus proche de la moyenne nationale.
- Les créations d'entreprises en **Guadeloupe**, en **Guyane**, à la **Réunion**, en **Provence-Côte d'Azur**, et dans une moindre mesure en **Bretagne**, ont progressé moins vite que la moyenne nationale au T3 2019, une situation déjà constatée au cours de ce trimestre sur les dernières années.

- À l'inverse, l'**Île-de-France**, en tête des régions en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises sur longue période avec une évolution de + 5 % aux T3 entre 2009 et 2018, a été, certes, en croissance accélérée au T3 2019 (+ 15 %), mais reste en dessous de la moyenne nationale.

## ● Implantation locale

- Les nouvelles entreprises s'implantent **surtout dans les communes denses** (qui concentrent ainsi 51 % de l'ensemble des créations au T3 2019) **et essentiellement dans les communes ne bénéficiant pas du dispositif zone de revitalisation rurale, ZRR** (91 %).

### Répartition des créations d'entreprises en France selon la densité de population des communes et le dispositif zone de revitalisation rurale (ZRR), T3 2019



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- À l'opposé, ce sont les **communes peu et très peu denses, la plupart en ZRR**, qui ont tiré la croissance des créations d'entreprises au T3 en **Corse** (16 points de pourcentage pour un taux de croissance de + 27 %), tandis qu'à **la Réunion**, la quasi-totalité de l'évolution régionale (+ 8 % de créations d'entreprises) est attribuable aux **communes denses et intermédiaires en ZRR**. Ce résultat est néanmoins **à nuancer** par l'absence de communes denses en Corse et par le fait que seulement 33 communes sur 360 sont hors ZRR. De même, à la Réunion, seule 1 commune sur 24 n'est pas en ZRR.
- Les **communes très peu denses** (y compris celles en ZRR) sont particulièrement influentes en matière de créations d'entreprises en **Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Centre-Val de Loire et Normandie** : leur contribution à la dynamique entrepreneuriale locale est 2 à 4 fois plus élevée que la moyenne nationale (entre 1,2 et 2,4 points de pourcentage pour une contribution moyenne de 0,6 point pour la France métropolitaine).
- En **Bretagne**, ce sont les **communes peu denses hors ZRR** qui attirent le plus de créations d'entreprises : 1 sur 2 s'est installée dans ce type de commune au T3 2019, une contribution supérieure à leur poids dans la population.
- En **Auvergne-Rhône-Alpes** et dans les **Pays de la Loire**, ce sont les **communes intermédiaires hors ZRR** qui contribuent le plus à la dynamique entrepreneuriale du 3<sup>e</sup> trimestre, voire qui y surcontribuent au regard de leur poids dans la population régionale. En Bretagne, ces communes ont aussi une capacité d'attraction plus élevée par rapport à leur densité de population, elles arrivent en deuxième position des communes les plus attractives.
- En lien avec l'attractivité naturelle des grandes villes, la **concentration des créations d'entreprises dans les communes denses s'est accentuée** au T3 2019 dans la plupart des régions, en particulier en **Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est et Hauts-de-France**. Seule la Bretagne fait exception avec une contribution des communes denses hors ZRR plus faible que leur poids dans la population.

## Contribution à l'évolution du nombre des créations d'entreprises régionales comparée à la répartition de la population régionale, selon la densité de population des communes et le dispositif zone de revitalisation rurale (ZRR), T3 2018-2019

Contribution à la croissance (gauche) & poids de la population régionale (droite)



Lecture : en Île-de-France, 83 % de la population vit dans des communes denses (histogramme de droite), qui elles-mêmes concentrent 84 % de la croissance du nombre de créations d'entreprises au T3 2019 (histogramme de gauche). Ces communes contribuent en effet à hauteur de 13 points de pourcentage à la croissance régionale du nombre d'entreprises créées qui s'élève à + 15 % sur la période T3 2018-2019.

Note de lecture : le graphique représente, pour chaque région, le poids de chaque zone (communes denses, intermédiaires, peu denses et très denses, en ZRR ou non) en termes de contribution à l'évolution régionale du nombre de créations d'entreprises (histogrammes de gauche) et en termes de population régionale (histogrammes de droite). La Guyane, où toutes les communes du département sont classées en ZRR, ne figure pas dans le graphique, car ses communes ne sont pas classées dans la grille communale de densité de l'Insee.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene ; Recensement de la population 2016). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

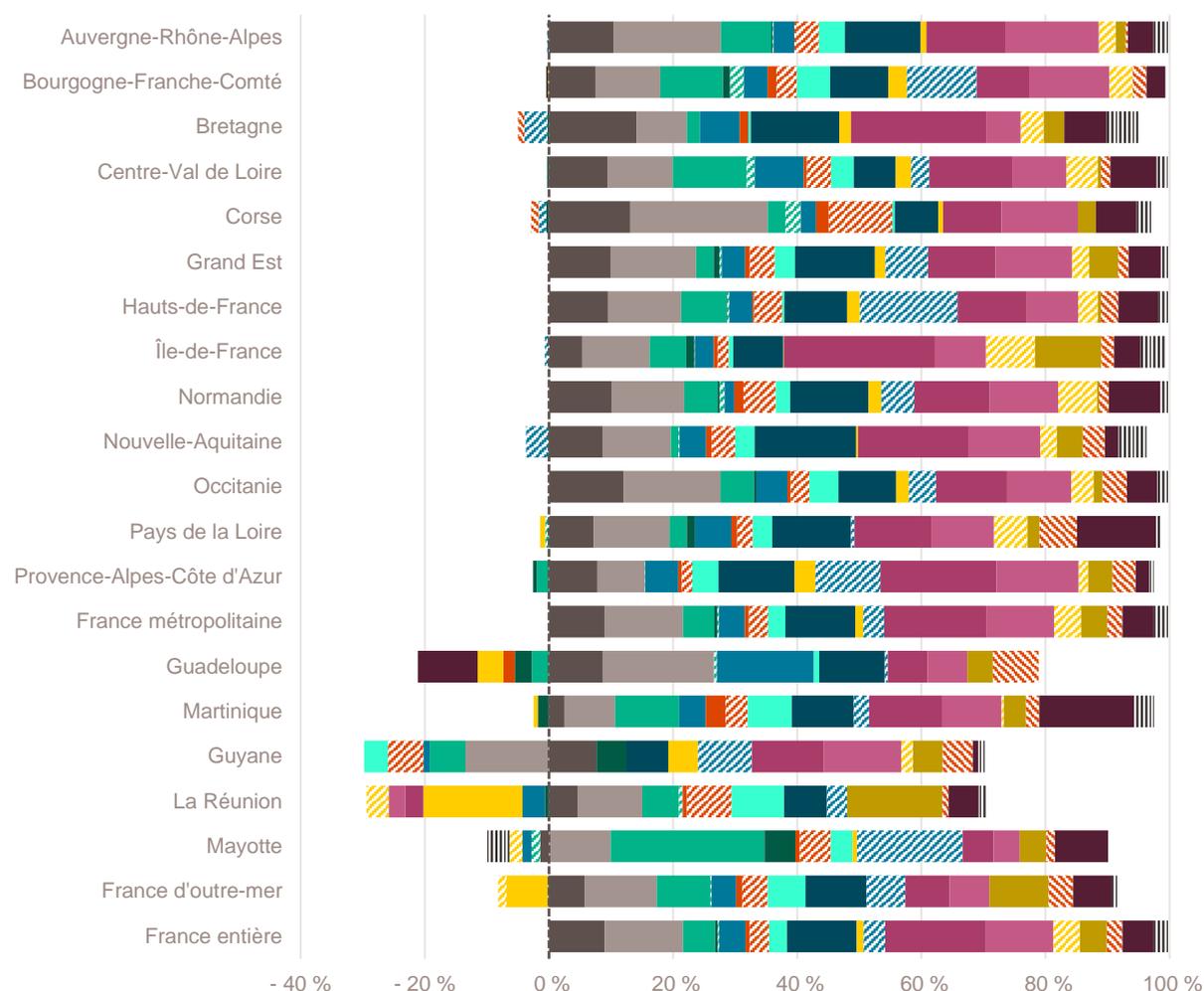
- L'analyse **au niveau départemental** montre que c'est **surtout en Corse-du-Sud** qu'il y a eu un basculement des implantations de nouvelles activités vers les communes en ZRR : alors que 37 % de la population de ce département vit dans des communes en ZRR, ces dernières comptent pour 69 % dans la progression du nombre des créations d'entreprises locales au T3 2019. Il en est de même pour les départements de la **Haute-Loire**, de la **Meuse** et de la **Haute-Vienne** (respectivement 78 %, 53 % et 26 % de la population vit dans des communes en ZRR pour une contribution à la croissance du nombre de créations locales de respectivement 100 %, 92 % et 62 % au T3 2019)<sup>2</sup>.

### ● Quels secteurs portent la dynamique de création d'entreprise dans les régions ?

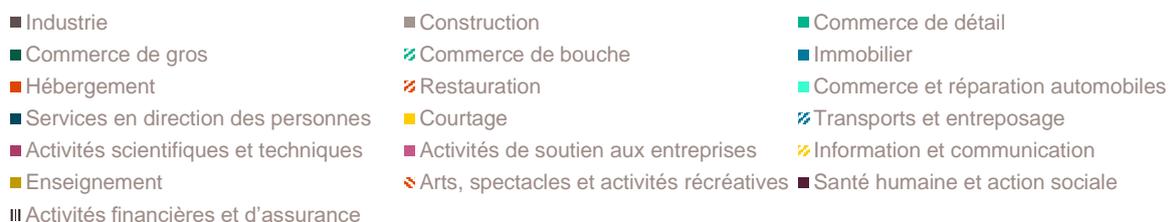
- L'**industrie, la construction, les services en direction des personnes, les activités scientifiques et techniques** ainsi que les **activités de soutien aux entreprises** sont à l'origine de **60 %** de l'augmentation du nombre total de créations d'entreprises au T3 2019, ce qui représente une contribution totale de 12,2 points de pourcentage à la croissance au niveau national.
- Les **contributions sectorielles** à la création d'entreprise régionale sont plus **homogènes** en **Centre-Val de Loire**, dans le **Grand Est** et dans les **Hauts-de-France**, par rapport à celles des régions Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nouvelle-Aquitaine, où la croissance du nombre de nouvelles entreprises est largement portée par les activités scientifiques et techniques et de soutien aux entreprises (environ le tiers de leur croissance).

<sup>2</sup> Voir l'[annexe 2](#) pour les contributions à la croissance des créations d'entreprises par département, selon la densité de population et le dispositif de zone de revitalisation rurale (ZRR) et l'[annexe 3](#) pour la répartition de la population par département selon les mêmes critères.

## Contribution sectorielle à l'évolution du nombre des créations d'entreprises régionales, T3 2018-2019



Contributions sectorielles à l'évolution des créations d'entreprises de la région



Note de lecture : le graphique représente, pour chaque région, le poids de chaque secteur d'activité en termes de contribution à la croissance régionale du nombre de créations d'entreprises entre T3 2018 et T3 2019.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

- La **Guadeloupe** est la **seule région** où les créations d'entreprises dans le secteur de la **santé humaine et action sociale** est en **baisse**, alors que ce secteur constitue à lui seul, 16 % de la croissance en **Martinique** et 13 % dans le **Pays de la Loire**. La **Guyane** est la **seule région** où la **construction** est en **baisse**, tandis qu'elle constitue le quart de la croissance en Corse.
- Le nombre de créations d'entreprises dans les **transports et entreposage** est en **baisse** dans **5 régions métropolitaines** (Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Corse, Île-de-France et Nouvelle-Aquitaine), ce qui explique le ralentissement constaté au niveau national, mais il a été un moteur de la dynamique entrepreneuriale à Mayotte, en Guyane, dans les Hauts-de-France, en Bourgogne-Franche-Comté et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (respectivement 21 %, 21 %, 16 %, 11 % et 11 % de la hausse des créations d'entreprises).

# Annexes

## Annexe 1 – Créations d'entreprises en France par région et département, T3 2018 et 2019

Région et département	T3 2018	T3 2019	Dont micro-entrepreneurs %	Évolution %	Contributions	
					Points de pourcentage	Part %
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>19 168</b>	<b>23 440</b>	<b>48,0</b>	<b>+ 22,3</b>	<b>2,7</b>	<b>13,4</b>
01 - Ain	1 232	1 503	47,4	+ 22,0	1,4	6,3
03 - Allier	424	494	35,4	+ 16,5	0,4	1,6
07 - Ardèche	582	741	40,8	+ 27,3	0,8	3,7
15 - Cantal	153	181	30,9	+ 18,3	0,1	0,7
26 - Drôme	1 119	1 439	45,9	+ 28,6	1,7	7,5
38 - Isère	3 005	3 641	51,5	+ 21,2	3,3	14,9
42 - Loire	1 372	1 887	41,0	+ 37,5	2,7	12,1
43 - Haute-Loire	317	392	33,2	+ 23,7	0,4	1,8
63 - Puy-de-Dôme	1 175	1 349	38,4	+ 14,8	0,9	4,1
69 - Rhône	6 719	7 993	52,8	+ 19,0	6,6	29,8
73 - Savoie	1 131	1 309	45,8	+ 15,7	0,9	4,2
74 - Haute-Savoie	1 939	2 511	48,5	+ 29,5	3,0	13,4
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>4 436</b>	<b>5 464</b>	<b>49,0</b>	<b>+ 23,2</b>	<b>0,7</b>	<b>3,2</b>
21 - Côte-d'Or	1 124	1 331	52,4	+ 18,4	4,7	20,1
25 - Doubs	888	1 023	53,5	+ 15,2	3,0	13,1
39 - Jura	386	453	46,4	+ 17,4	1,5	6,5
58 - Nièvre	253	319	43,9	+ 26,1	1,5	6,4
70 - Haute-Saône	256	376	40,4	+ 46,9	2,7	11,7
71 - Saône-et-Loire	807	996	47,8	+ 23,4	4,3	18,4
89 - Yonne	524	629	42,0	+ 20,0	2,4	10,2
90 - Territoire-de-Belfort	198	337	57,0	+ 70,2	3,1	13,5
<b>Bretagne</b>	<b>5 461</b>	<b>6 527</b>	<b>42,6</b>	<b>+ 19,5</b>	<b>0,7</b>	<b>3,3</b>
22 - Côtes-d'Armor	811	1 005	39,2	+ 23,9	3,6	18,2
29 - Finistère	1 282	1 639	42,6	+ 27,8	6,5	33,5
35 - Ile-et-Vilaine	2 077	2 372	44,7	+ 14,2	5,4	27,7
56 - Morbihan	1 291	1 511	41,5	+ 17,0	4,0	20,6
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>4 088</b>	<b>5 059</b>	<b>44,1</b>	<b>+ 23,8</b>	<b>0,6</b>	<b>3,0</b>
18 - Cher	363	494	46,6	+ 36,1	3,2	13,5
28 - Eure-et-Loir	658	863	44,0	+ 31,2	5,0	21,1
36 - Indre	241	322	40,1	+ 33,6	2,0	8,3
37 - Indre-et-Loire	1 220	1 445	45,9	+ 18,4	5,5	23,2
41 - Loir-et-Cher	455	580	42,9	+ 27,5	3,1	12,9
45 - Loiret	1 151	1 355	42,7	+ 17,7	5,0	21,0
<b>Corse</b>	<b>864</b>	<b>1 094</b>	<b>32,7</b>	<b>+ 26,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>
2A - Corse-du-Sud	431	579	34,2	+ 34,3	17,1	64,3
2B - Haute-corse	433	515	31,1	+ 18,9	9,5	35,7

Lecture : 23 440 créations d'entreprises ont vu le jour en Auvergne-Rhône-Alpes au T3 2019, en hausse de + 22 % par rapport au T3 2018. Parmi ces créations, 48 % sont des micro-entrepreneurs. La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 2,7 points de pourcentage, soit 13 % de celle-ci. Le département de l'Ain, avec 1 503 créations et une évolution de + 22 %, contribue à hauteur de 1,4 point de pourcentage à la création d'entreprises dans sa région administrative (Auvergne-Rhône-Alpes), ce qui correspond à 6 % de la croissance régionale.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Région et département	T3 2018	T3 2019	Dont micro-entrepreneurs %	Évolution %	Contributions	
					Points de pourcentage	Part %
<b>Grand Est</b>	<b>8 759</b>	<b>10 956</b>	<b>41,2</b>	<b>+ 25,1</b>	<b>1,4</b>	<b>6,9</b>
08 - Ardennes	318	391	47,6	+ 23,0	0,8	3,3
10 - Aube	506	577	43,8	+ 14,0	0,8	3,2
51 - Marne	1 037	1 242	51,0	+ 19,8	2,3	9,3
52 - Haute-Marne	188	201	39,3	+ 6,9	0,1	0,6
54 - Meurthe-et-Moselle	1 154	1 368	40,0	+ 18,5	2,4	9,7
55 - Meuse	220	232	37,9	+ 5,5	0,1	0,5
57 - Moselle	1 502	1 842	35,3	+ 22,6	3,9	15,5
67 - Bas-Rhin	2 115	2 889	41,7	+ 36,6	8,8	35,2
68 - Haut-Rhin	1 196	1 572	40,6	+ 31,4	4,3	17,1
88 - Vosges	523	642	36,1	+ 22,8	1,4	5,4
<b>Hauts-de-France</b>	<b>8 943</b>	<b>11 829</b>	<b>47,8</b>	<b>+ 32,3</b>	<b>1,8</b>	<b>9,0</b>
02 - Aisne	631	761	45,6	+ 20,6	1,5	4,5
59 - Nord	4 525	6 127	52,0	+ 35,4	17,9	55,5
60 - Oise	1 307	1 735	44,7	+ 32,7	4,8	14,8
62 - Pas-de-Calais	1 645	2 155	43,3	+ 31,0	5,7	17,7
80 - Somme	835	1 051	38,9	+ 25,9	2,4	7,5
<b>Île-de-France</b>	<b>46 687</b>	<b>53 714</b>	<b>56,1</b>	<b>+ 15,1</b>	<b>4,5</b>	<b>22,0</b>
75 - Paris	15 254	17 332	53,0	+ 13,6	4,5	29,6
77 - Seine-et-Marne	3 176	4 072	55,9	+ 28,2	1,9	12,8
78 - Yvelines	3 939	4 561	60,2	+ 15,8	1,3	8,9
91 - Essonne	3 161	4 043	54,3	+ 27,9	1,9	12,6
92 - Hauts-de-Seine	6 463	7 010	59,7	+ 8,5	1,2	7,8
93 - Seine-Saint-Denis	6 125	6 984	58,3	+ 14,0	1,8	12,2
94 - Val-de-Marne	4 924	5 468	58,5	+ 11,0	1,2	7,7
95 - Val-d'Oise	3 645	4 244	53,3	+ 16,4	1,3	8,5
<b>Normandie</b>	<b>5 269</b>	<b>6 421</b>	<b>44,9</b>	<b>+ 21,9</b>	<b>0,7</b>	<b>3,6</b>
14 - Calvados	1 403	1 726	47,5	+ 23,0	6,1	28,0
27 - Eure	920	1 126	41,8	+ 22,4	3,9	17,9
50 - Manche	576	708	41,0	+ 22,9	2,5	11,5
61 - Orne	325	432	40,0	+ 32,9	2,0	9,3
76 - Seine-Maritime	2 045	2 429	46,6	+ 18,8	7,3	33,3
<b>Nouvelle-Aquitaine</b>	<b>13 508</b>	<b>16 292</b>	<b>44,0</b>	<b>+ 20,6</b>	<b>1,8</b>	<b>8,7</b>
16 - Charente	546	726	44,8	+ 33,0	1,3	6,5
17 - Charente-Maritime	1 396	1 769	44,8	+ 26,7	2,8	13,4
19 - Corrèze	370	442	32,6	+ 19,5	0,5	2,6
23 - Creuse	173	190	36,8	+ 9,8	0,1	0,6
24 - Dordogne	812	963	39,6	+ 18,6	1,1	5,4
33 - Gironde	5 327	6 258	45,7	+ 17,5	6,9	33,4
40 - Landes	874	1 089	42,2	+ 24,6	1,6	7,7
47 - Lot-et-Garonne	544	746	44,1	+ 37,1	1,5	7,3
64 - Pyrénées-Atlantiques	1 585	1 973	44,8	+ 24,5	2,9	13,9
79 - Deux-Sèvres	492	561	42,6	+ 14,0	0,5	2,5
86 - Vienne	728	819	45,2	+ 12,5	0,7	3,3
87 - Haute-Vienne	661	756	41,7	+ 14,4	0,7	3,4

Lecture : 10 956 créations d'entreprises ont vu le jour dans le Grand Est au T3 2019, en hausse de + 25 % par rapport au T3 2018. Parmi ces créations, 41 % sont des micro-entrepreneurs. La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 1,4 point de pourcentage, soit 7 % de celle-ci. Le département des Ardennes, avec 391 créations et une évolution de + 23 %, contribue à hauteur de 0,8 point de pourcentage à la création d'entreprises dans sa région administrative (Grand Est), ce qui correspond à 3 % de la croissance régionale.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

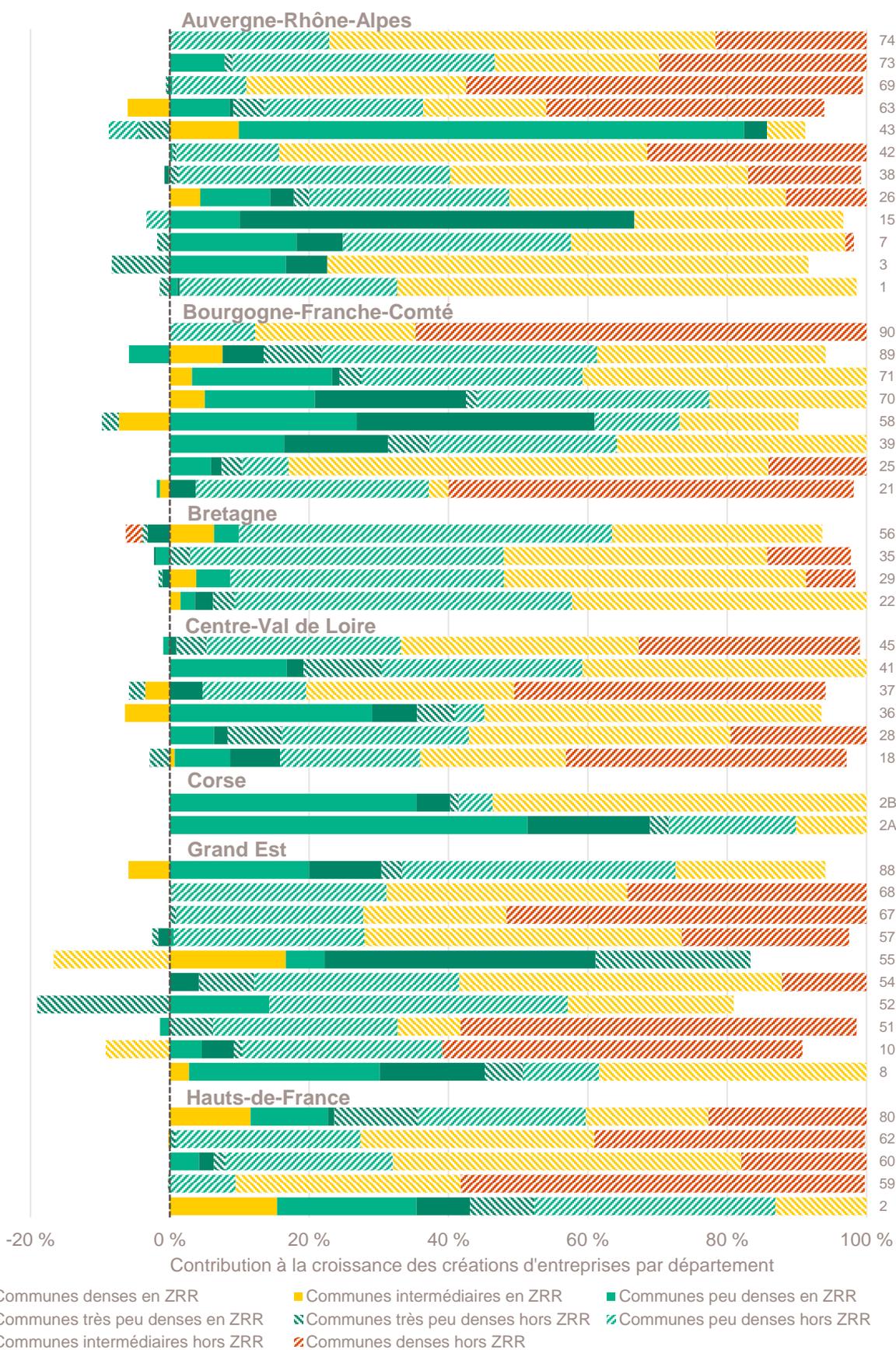
Région et département	T3 2018	T3 2019	Dont micro-entrepreneurs %	Évolution %	Contributions	
					Points de pourcentage	Part %
<b>Occitanie</b>	<b>14 245</b>	<b>17 764</b>	<b>46,1</b>	<b>+ 24,7</b>	<b>2,2</b>	<b>11,0</b>
09 - Ariège	306	386	37,6	+ 26,1	0,6	2,3
11 - Aude	752	950	35,9	+ 26,3	1,4	5,6
12 - Aveyron	417	545	55,2	+ 30,7	0,9	3,6
30 - Gard	1 627	2 049	36,9	+ 25,9	3,0	12,0
31 - Haute-Garonne	4 037	5 209	57,9	+ 29,0	8,2	33,3
32 - Gers	326	393	44,0	+ 20,6	0,5	1,9
34 - Hérault	3 589	4 283	43,9	+ 19,3	4,9	19,7
46 - Lot	295	381	46,2	+ 29,2	0,6	2,4
48 - Lozère	89	127	41,7	+ 42,7	0,3	1,1
65 - Hautes-Pyrénées	435	534	41,8	+ 22,8	0,7	2,8
66 - Pyrénées-Orientales	1 155	1 330	32,8	+ 15,2	1,2	5,0
81 - Tarn	732	957	44,0	+ 30,7	1,6	6,4
82 - Tarn-et-Garonne	485	620	41,5	+ 27,8	0,9	3,8
<b>Pays de la Loire</b>	<b>6 225</b>	<b>7 692</b>	<b>43,8</b>	<b>+ 23,6</b>	<b>0,9</b>	<b>4,6</b>
44 - Loire-Atlantique	2 955	3 603	48,9	+ 21,9	10,4	44,2
49 - Maine-et-Loire	1 270	1 573	39,7	+ 23,9	4,9	20,7
53 - Mayenne	379	478	39,3	+ 26,1	1,6	6,7
72 - Sarthe	679	820	40,2	+ 20,8	2,3	9,6
85 - Vendée	942	1 218	38,2	+ 29,3	4,4	18,8
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>15 449</b>	<b>18 089</b>	<b>50,6</b>	<b>+ 17,1</b>	<b>1,7</b>	<b>8,3</b>
04 - Alpes-de-Haute-Provence	356	443	44,5	+ 24,4	0,6	3,3
05 - Hautes-Alpes	325	396	44,9	+ 21,8	0,5	2,7
06 - Alpes-Maritimes	4 190	4 629	51,3	+ 10,5	2,8	16,6
13 - Bouches-du-Rhône	6 140	7 270	58,2	+ 18,4	7,3	42,8
83 - Var	3 011	3 554	39,3	+ 18,0	3,5	20,6
84 - Vaucluse	1 427	1 797	43,6	+ 25,9	2,4	14,0
<b>France métrop. hors Île-de-France</b>	<b>106 415</b>	<b>130 627</b>	<b>46,1</b>	<b>+ 22,8</b>	<b>15,4</b>	<b>75,9</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>153 102</b>	<b>184 341</b>	<b>49,0</b>	<b>+ 20,4</b>	<b>19,9</b>	<b>97,9</b>
<b>France d'outre-mer</b>	<b>4 054</b>	<b>4 728</b>	<b>25,8</b>	<b>+ 16,6</b>	<b>0,4</b>	<b>2,1</b>
971 - Guadeloupe	1 113	1 239	23,5	+ 11,3	3,1	18,7
972 - Martinique	658	925	31,1	+ 40,6	6,6	39,6
973 - Guyane	435	477	23,9	+ 9,7	1,0	6,2
974 - La Réunion	1 666	1 792	29,3	+ 7,6	3,1	18,7
976 - Mayotte	182	295	0,0	+ 62,1	2,8	16,8
<b>France entière</b>	<b>157 156</b>	<b>189 069</b>	<b>48,4</b>	<b>+ 20,3</b>	<b>20,3</b>	<b>100,0</b>

Lecture : 17 764 créations d'entreprises ont vu le jour en Occitanie au T3 2019, en hausse de + 25 % par rapport au T3 2018. Parmi ces créations, 46 % sont des micro-entrepreneurs. La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 2,2 points de pourcentage, soit 11 % de celle-ci. Le département l'Ariège, avec 386 créations et une évolution de + 26 %, contribue à hauteur de 0,6 point de pourcentage à la création d'entreprises dans sa région administrative (Occitanie), ce qui correspond à 2 % de la croissance régionale.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

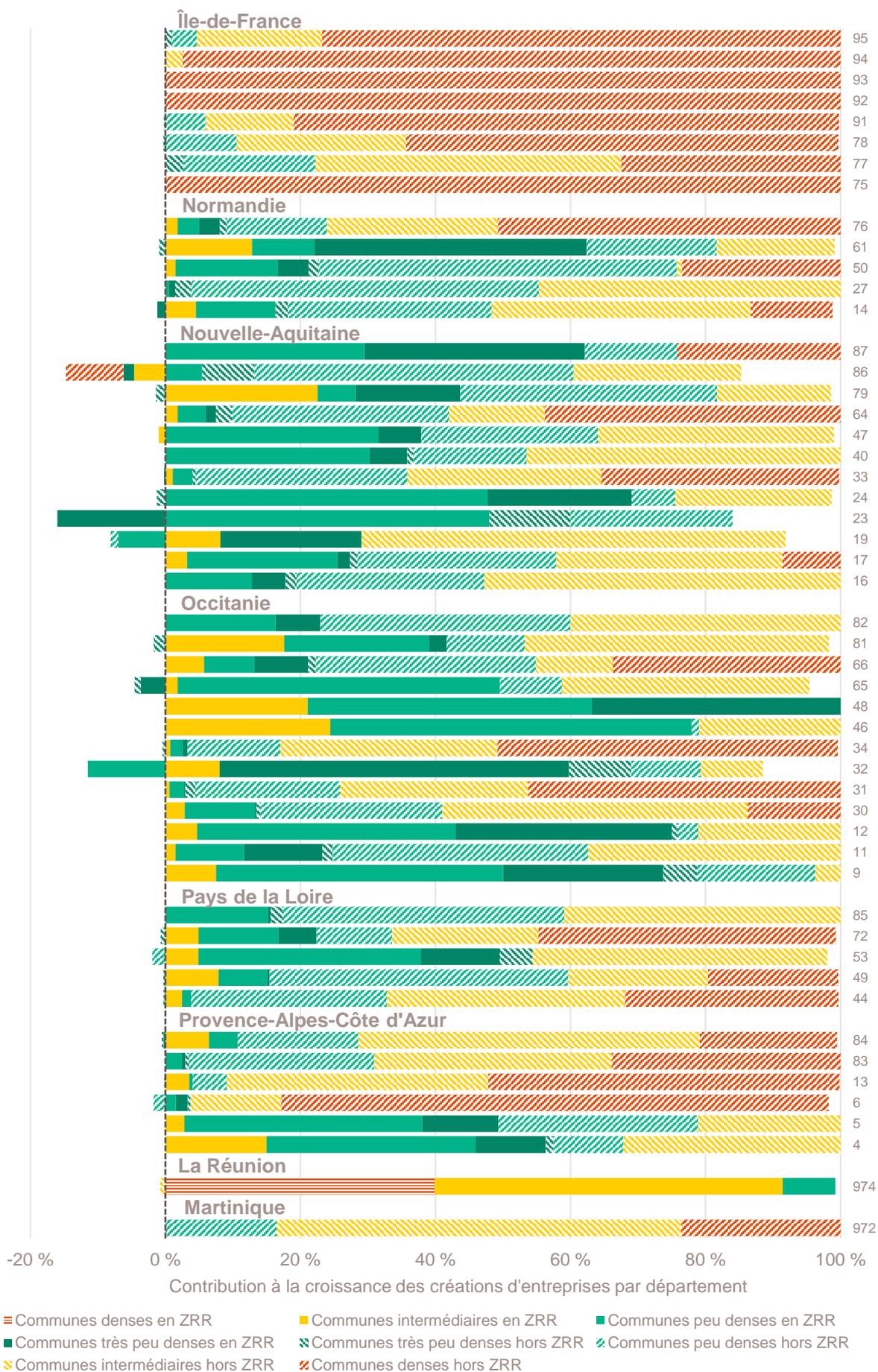
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

**Annexe 2 – Contribution à l'évolution du nombre de créations d'entreprises par département, selon la densité de population et le dispositif zone de revitalisation rurale (ZRR), au T3 2018-2019**



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

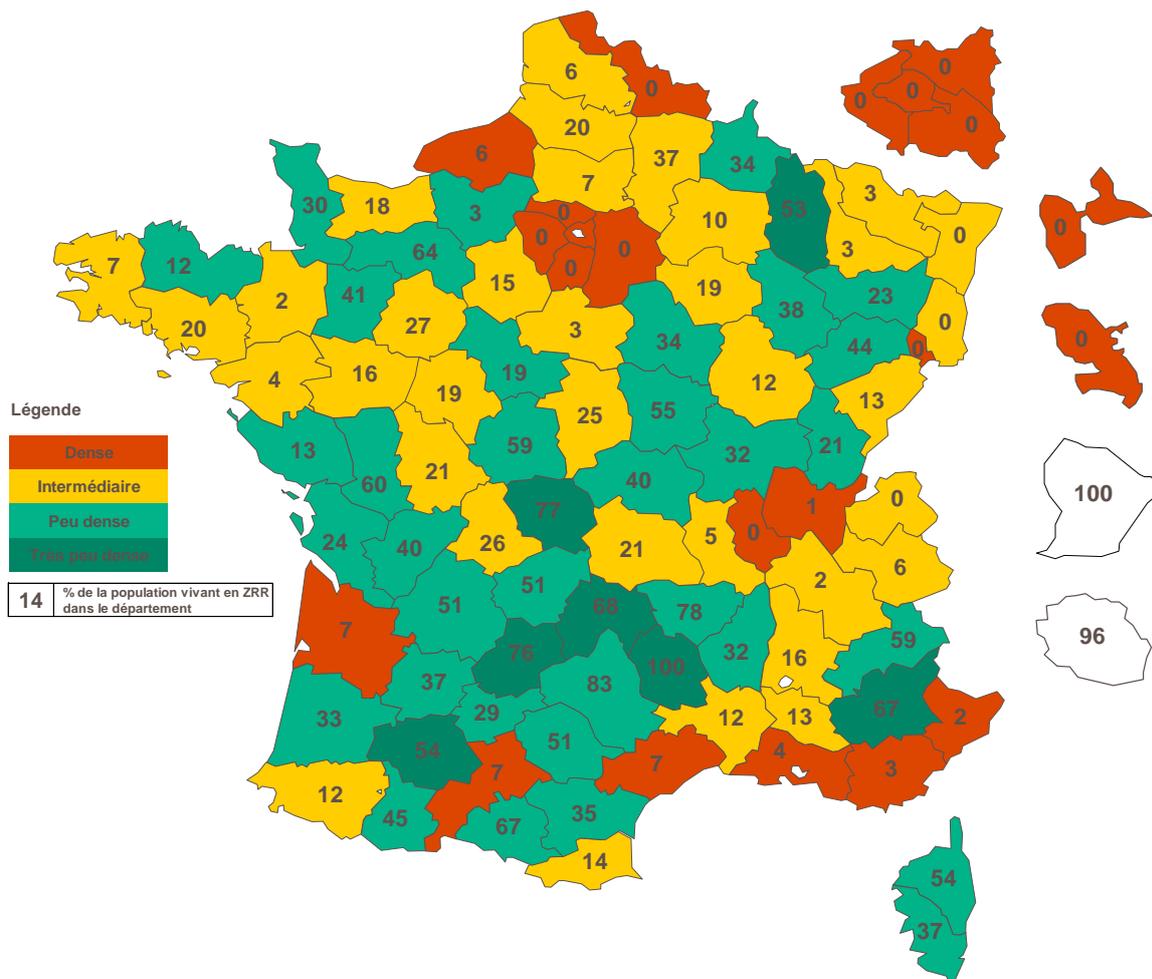
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

### Annexe 3 – Répartition de la population par département, selon la densité de population et le dispositif zone de revitalisation rurale (ZRR)



*Note de lecture : l'Insee classe les communes en quatre types selon la répartition de la population (1 : communes denses, 2 : communes intermédiaires, 3 : communes peu denses, 4 : communes très peu denses). La carte transpose cette grille communale aux départements. Afin de classer chaque département dans une des quatre catégories, la moyenne des quatre types de commune pondérée par la population communale est calculée pour chaque département. Elle permet de savoir si un département est plutôt composé de communes denses, intermédiaires, peu denses ou très peu denses. Cette information est croisée avec la part de la population vivant dans les communes en ZRR du département (chiffre indiqué sur la carte).*

*Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).*

*Source : Insee (Sirene ; Recensement de la population 2016). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.*

## Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) issues du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene administrée par l'Insee.

→ Pour les données corrigées, voir le [site de l'Insee](#).

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intègrent au fur et à mesure ces révisions.

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Sauf mention particulière, ils concernent la France entière.

## Calculs

Le **taux de croissance annuel moyen** (TCAM) par année permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Il est utilisé, ici, non pas sur une année civile, mais sur les trimestres concernés des années étudiées.

La **contribution d'une composante à la croissance d'un agrégat** se calcule par la différence entre la valeur d'arrivée et la valeur de départ de la composante, rapportée à la valeur de départ de l'agrégat. Elle permet de mesurer la contribution de chaque composante dans la variation de l'agrégat, en point de pourcentage ou en pourcentage.

## Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. De plus, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur.

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de **micro-entrepreneur** requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2009, et de nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008.

→ Pour en savoir plus, voir le [site du guichet des entreprises](#).

Le périmètre des **entreprises classiques** exclut les micro-entrepreneurs.

Les quatre catégories de densité territoriale se réfèrent à la **grille communale de densité** élaborée par l'Insee. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions.

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

→ Pour en savoir plus, voir les [pages dédiées aux ZRR](#) sur le site de la DGE.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique [mise en ligne](#) le 25/11/2019.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. *La création d'entreprises en France, éléments clés du 3<sup>e</sup> trimestre 2019*. Bpifrance Création, novembre 2019 ».

Contact : utilisez le [formulaire de contact](#) sur le site de Bpifrance Création.